

Bilan du quinquennat : quelles ont été les erreurs du gouvernement ?

 latribune.fr/economie/france/bilan-du-quinquennat-queelles-ont-ete-les-erreurs-du-gouvernement-596196.html

La croissance faible ? Le gouvernement serait fautif. Tel est le principal enseignement de l'étude publiée ce lundi par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). *"Le quinquennat de François Hollande a été marqué par des difficultés économiques profondes mais également par un début d'embellie cette dernière année de mandat. La France aura donc une croissance faible de 2012 à 2014, du fait notamment de la politique de consolidation budgétaire, puis une croissance modérée au-delà. L'ampleur du choc fiscal en début de quinquennat, dont l'impact négatif sur la croissance avait été sous-estimé par le gouvernement, n'était pas compatible avec une baisse du chômage au cours de la première moitié de mandat"*, explique l'OFCE.

Un effet négatif sur le PIB estimé à 0,8 point chaque année !

Quel fut l'impact de cette consolidation budgétaire, consolidation par ailleurs appliquée par la plupart de nos partenaires européens, ce qui explique le manque de ressort global de la zone euro depuis 2012 ? Selon l'OFCE, la consolidation budgétaire en France et en Europe a eu un effet négatif estimé de 0,8 point en moyenne chaque année entre 2012 et 2017. *"Autrement dit, et toutes choses égales par ailleurs le PIB aurait été plus élevé de 4,2% en 2017 si la politique budgétaire européenne avait été globalement neutre"*, précise l'OFCE.

Comment cette consolidation budgétaire s'est-elle articulée ? Outre une réduction des dépenses publiques, au niveau de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale, cette stratégie d'austérité initiée début 2014 a eu pour bras armé une politique de l'offre dont l'objectif fut de réduire le coût du travail pour les entreprises via le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et les allègements de cotisations contenues dans le Pacte de responsabilité.

Les entreprises sont passées avant les ménages

Le problème, c'est que cette stratégie a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages et donc sur leur consommation, qui représente 53% du PIB, et qui reste le principal moteur de la croissance depuis le début des années 2000. Celle-ci a baissé en juillet pour le quatrième mois consécutif a observé [l'Insee](#).

"De 2012 à 2016, la France est, avec l'Espagne, le grand pays qui a connu le plus fort ajustement de la masse salariale. A l'inverse, en Allemagne sur la même période, la part de la rémunération du travail dans le PIB a continué à croître plus vite que la moyenne de la zone euro (+0,7 point de PIB) se rapprochant ainsi du niveau français", calcule l'OFCE.

Cette stratégie a certes permis de redresser le taux de marge des entreprises tombé à un niveau historiquement bas en 2014, et de favoriser le redressement de leur investissement. Selon ses calculs, *"malgré un début de rétablissement grâce à la baisse des cours du pétrole et de l'accélération de la masse salariale, le pouvoir d'achat par ménage en France est toujours inférieur de 350 euros par rapport à son niveau de 2010, année qui marque le début des politiques d'austérité"*, explique l'OFCE.

Deux objectifs majeurs ont été ratés

Déséquilibrée - l'offre est soutenue mais pas la demande -, la politique économique a donc échoué à atteindre deux objectifs majeurs fixés en début de quinquennat. D'une part, le gouvernement n'a pas réussi à faire passer le déficit public sous les 3% en 2012.

Il devrait être atteint en 2017, à condition que la croissance ne s'écroule pas ! Il n'a pas non plus évité à la dette publique de progresser. Celle-ci est actuellement à un sommet historique. Selon l'OFCE, elle s'élèverait à 96,5%

du PIB en 2017, après avoir fait un bond de 11,3 points de PIB depuis 2012.

D'autre part, et c'est probablement sur ce point que les Français auront le plus de reproches à faire à François Hollande s'il devait se présenter à la prochaine élection présidentielle, le nombre de demandeurs d'emplois se maintient à des niveaux historiquement élevés.

A qui imputer ces erreurs d'appréciation ? Les ministres de l'Economie et des Finances se sont succédé au cours du quinquennat, donnant à Bercy [une allure de maison ouverte aux quatre vents](#). En reprenant le portefeuille détenu depuis août 2014 par Emmanuel Macron, Michel Sapin est devenu le quatrième ministre de l'Economie du quinquennat actuel. [Faut-il voir dans cette instabilité ministérielle](#) une explication au moins partielle de l'échec de la politique économique menée depuis 2012 ?

Bilan du quinquennat : le cauchemar du chômage

 latribune.fr/economie/france/bilan-du-quinquennat-le-cauchemard-du-chomage-596222.html

C'est un bilan en demi-teinte que dresse [l'Observatoire français des conjonctures économiques \(OFCE\)](#) de l'évolution de la situation de l'emploi et du chômage durant le quinquennat de François Hollande. Cette question du chômage est d'ailleurs un point majeur de l'inventaire qu'il convient de dresser des « années Hollande ». C'est en effet François Hollande lui-même qui, imprudemment, a conditionné une nouvelle candidature à l'Elysée à une « inversion de la courbe du chômage ». Même si, depuis, le président s'est montré plus évasif sur cet objectif.

194.000 chômeurs de plus en quatre ans

Alors, qu'en est-il selon l'OFCE ? Au deuxième trimestre 2012, soit au moment exact de l'élection de François Hollande en mai 2012, la France comptait 2,65 millions de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT), soit 9,3% de la population active de la France métropolitaine. La situation était donc déjà passablement dégradée. Sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, plus précisément, entre le premier trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2012, le nombre de chômeurs (toujours au sens du BIT) s'est accru de 751.000, soit une hausse du taux de chômage de 2,5 points. Lors du quinquennat actuel, entre le deuxième trimestre 2012 et le début de 2016, la progression a perduré avec 194.000 chômeurs de plus, soit une progression de 0,6 point du taux de chômage.

Par ailleurs, à ce stade, sur la période du quinquennat, le secteur marchand, en solde net, aura détruit 40.000 emplois, principalement dans l'industrie et la construction. Et l'emploi non salarié et les secteurs non marchands (là où se concentre l'essentiel des contrats aidés) n'ont pas assez contribué à la création d'emplois pour absorber les destructions et, surtout, la progression « naturelle » de la population active qui dépasse les 100.000 personnes par an en France.

Dans le détail, l'OFCE a découpé les quatre premières années du quinquennat de François Hollande en trois sous-périodes : de nombreuses destructions d'emplois jusqu'à la mi-2013 du fait de la très faible croissance; une quasi stabilisation jusqu'au début de l'année 2015 puis une reprise des créations d'emplois dans les services et une quasi-stabilisation dans l'industrie et la construction à partir de 2015 avec la reprise de la croissance.

Le CICE et le pacte de responsabilité permettraient de sauvegarder 230.000 emplois

Pour enrichir la croissance en emplois et pour pallier le manque de croissance, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures fiscales pour réduire le coût du travail (pacte de responsabilité et crédit d'impôt compétitivité emploi).

Toujours selon l'OFCE, le CICE et le pacte de responsabilité n'auraient pas d'impact sur le PIB mais permettraient de créer ou sauvegarder de l'ordre de 230.000 emplois à l'horizon 2017. Une autre mesure « hollandaise », l'instauration d'une prime temporaire à l'embauche dans les PME, aurait, elle, un effet plus faible avec une fourchette de 20.000 à 40.000 emplois créés. En revanche, la montée en charge des [contrats de génération, annoncée comme la « grande » mesure pour l'emploi en début de quinquennat](#) a été très décevante puisqu'on ne compte que... 57.000 contrats signés entre janvier 2013 et janvier 2016 au lieu des... 500.000 espérés. Quant aux contrats aidés, ils ont fortement progressé de 113.000 entre le deuxième trimestre 2012 et début 2016 dont 90.000 emplois d'avenir. Enfin, s'agissant du plan de formation de 500.000 chômeurs, son impact sur la baisse du chômage devrait être limité selon l'OFCE du fait d'un risque de substitution entre personnes formées et non formées.

Au final, selon les estimations de l'OFCE, le chômage au sens du BIT augmenterait de 100.000 personnes sur la durée du quinquennat, ce qui signifierait que l'amélioration serait donc importante et durable à compter du début de 2016.

400.000 personnes de plus en difficulté face à l'emploi

Cependant, et à juste titre, l'OFCE souligne que la définition du chômage au sens du BIT est assez restrictive et ne prend pas en compte de nombreuses personnes : temps partiel subi, chômeurs découragés, etc. Toutes ces personnes forment ce que l'on appelle « le halo du chômage » et le sous-emploi. Or, en tenant compte de toutes ces personnes, le bilan du quinquennat devient nettement moins reluisant, constate l'OFCE :

« Au premier trimestre 2016, le halo du chômage, qui concerne les personnes souhaitant travailler mais classées inactives selon l'Insee, comptait 1,45 million de personnes (+14 % par rapport au deuxième trimestre 2012, soit 183 000 personnes supplémentaires) et les situations de « sous-emploi » concernaient 1,67 million de personnes (+3,9 % par rapport au deuxième trimestre 2012, soit +63 000) ».

Aussi, au total, en intégrant le sous-emploi et le halo du chômage, ce sont près de 6 millions de personnes qui se trouvent dans une situation fragile vis-à-vis de l'emploi, soit... 8% de plus que quatre ans auparavant, ce qui correspond à 400.000 personnes supplémentaires.

Un constat dur à avaler pour un président qui avait fait de la baisse du chômage sa priorité. Heureusement pour François Hollande, il y a diverses méthodes et statistiques pour apprécier l'évolution de la courbe du chômage. Il pourra donc toujours en afficher une qui lui sera moins défavorable que celle choisie par l'OFCE.